



Mapping de l'engagement de la diaspora MALI

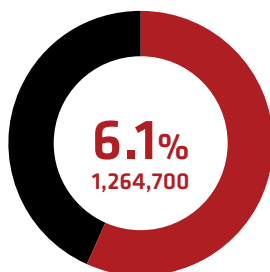
Faits et chiffres

Émigration

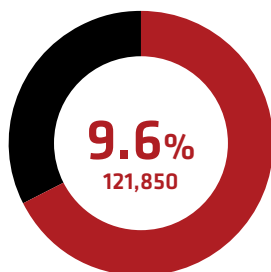
% d'émigrants dans la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



♂ 56.9%
♀ 43.1%



♂ 67.5%
♀ 32.5%



% des transferts de fonds dans le produit intérieur brut total : **5.6%**
Transferts de fonds (en millions de dollars US) : **987**

Principaux pays de destination



Côte d'Ivoire	522,146
Nigeria	168,657
Mauritanie	108,528
Niger	92,101
France	83,195

Droits politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger²



Vote depuis l'étranger :

Dans les ambassades/consulats



Terminologie: Le Mali appelle sa diaspora "Maliens de l'Extérieur", ce qui inclut les enfants et petits-enfants de citoyens maliens.

Le Mali n'a pas de politique d'engagement de la diaspora.

1 T La loi n° 95-70 du 25 août 1995 portant code de la nationalité malienne, remplacée par la loi n° 2011-087 du 30 décembre 2011, stipule que tout adulte de nationalité malienne, résidant à l'étranger, qui acquiert volontairement une nationalité étrangère ne perdra sa nationalité malienne que s'il en fait la déclaration formelle. Texte complet disponible à l'adresse suivante : <https://www.refworld.org/docid/48ee15a12.html>

2 Ibid. loi électorale du Mali (modification 2018) http://aceproject.org/ero-en/regions/africa/ML/mali-loi-n2018-014-modification-loi-electorale/view?set_language=fr

Aperçu du cadre politique et législatif



- 2010** ● **Cadre national de concertation des Maliens de l'étranger.** Le rôle de ce cadre est de promouvoir les actions relatives à la migration de main-d'œuvre et de fournir un soutien dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques nationales de migration. Il comprend un groupe thématique sur la diaspora, la migration et le développement qui a cherché à éclairer l'élaboration des domaines politiques relatifs à l'engagement de la diaspora pour le développement national, en particulier les moyens d'exploiter le capital intellectuel et financier de la diaspora. La diaspora a été étroitement impliquée dans le processus d'élaboration de la politique migratoire nationale par l'intermédiaire du Haut Conseil des Maliens de l'étranger.³
- 2014** ● **La politique nationale de migration (PONAM)** a été lancée par le ministère des Maliens de l'étranger et de l'intégration africaine avec l'objectif de faire de la migration un véritable atout pour le développement en mobilisant la diaspora pour en faire un outil de promotion sociale.⁴ Son plan d'action comprend le programme TOKTEN (voir ci-dessous) pour le développement du capital humain de la diaspora afin d'en faire un véritable levier de développement pour le Mali. Le document aborde également la reconnaissance des compétences de la diaspora et les relations entre le gouvernement et les associations de migrants et la société civile.
- 2018** ● **Manuel pour la gestion de la migration de main-d'œuvre** - Le gouvernement malien a élaboré des lignes directrices pour la mise en œuvre de la gestion des migrations dans le cadre du programme MIEUX. Elles ont été finalisées en 2018⁵ et seront utilisées pour former le personnel de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et d'autres parties prenantes à la gestion de la migration de main-d'œuvre dans le pays, notamment le ministère des Maliens de l'étranger et de l'intégration africaine, et l'Institut national de la statistique (INSTAT). Toutefois, l'état d'avancement de la mise en œuvre reste incertain.

» Tendances et réalisations

La contribution de la diaspora malienne à l'ensemble de l'économie malienne est assez importante, les seuls envois de fonds étant estimés à 964 milliards de dollars US en 2019, poursuivant une tendance à la hausse depuis 2016.⁶ Bien qu'il soit difficile de suivre avec précision les flux d'investissements directs de la diaspora au Mali en raison d'un manque de données, la croissance continue des flux de transferts de fonds suggère que le Mali dispose d'un environnement favorable à la promotion des transferts de fonds et des investissements de la diaspora, malgré le manque persistant de sécurité et le coût élevé des transferts de fonds vers le pays qui constituent des obstacles à un plus grand investissement de la diaspora.⁷

Afin de faciliter un meilleur engagement avec sa diaspora, le gouvernement malien a revu son code de la nationalité en 2011 pour accorder la pleine citoyenneté aux Maliens qui résident à l'étranger et qui ont pris la nationalité de leur pays d'accueil, une mesure qui a été bien accueillie par la diaspora. L'adoption du PONAM et la création de structures supplémentaires pour l'engagement de la diaspora (voir annexe) montrent que le Mali a cherché à prendre de plus en plus au sérieux l'engagement de la diaspora pour le développement national.

Il existe deux groupes stratégiques pour le Mali en termes d'engagement de la diaspora : la diaspora malienne dans les pays voisins en Afrique de l'Ouest et la diaspora malienne en Europe et en Amérique du Nord. Il reste un grand potentiel pour renforcer l'engagement de la diaspora malienne avec la diaspora en Europe et en Amérique, en particulier en ce qui

3 <https://migrationdataportal.org/sites/default/files/2018-05/MGI%20Mali%20final%20%281%29.pdf>

4 Full text of the Politique Nationale de Migration. (French only) available here: http://www.maliens-exterieur.gouv.ml/docs/Brochures_Politiques.pdf.

5 <https://www.mieux-initiative.eu/en/news-events/news/95-spotlight-on-west-africa-mali-and-benin>

6 World Bank 2019

7 AFFORD (forthcoming) Diaspora Direct Investment (DDI) Index

concerne les transferts de fonds et les investissements de la diaspora, ainsi que le transfert de compétences et l'innovation scientifique et technique.

Toutefois, il subsiste des écarts importants entre la politique et sa mise en œuvre et il est difficile d'allouer des ressources suffisantes aux programmes d'engagement de la diaspora. Le gouvernement a eu tendance à privilégier la gestion des frontières et la réduction de la migration irrégulière plutôt que l'engagement de la diaspora, ce qui reflète les priorités stratégiques de ses partenaires de l'UE. Cela crée une tension entre ces deux domaines politiques qui devront continuer à être gérés.

Une préoccupation connexe à cet égard est le manque constant de sécurité dans le pays qui, combiné aux préoccupations concernant la migration irrégulière, a conduit les partenaires stratégiques du Mali à donner la priorité au lien migration-développement-sécurité, une approche qui n'est elle-même pas sans risque, et qui menace sans doute de saper l'engagement de la diaspora.⁸ Entre autres, cela contribue à la déconnexion entre le souci du Mali de promouvoir davantage de voies de migration légale et les préoccupations des partenaires stratégiques de réduire la migration irrégulière sans nécessairement augmenter les voies de migration circulaire.

Obstacles



- **Manque de données :** Le manque de données sur la migration et la diaspora limite les possibilités d'élaboration et de mise en œuvre de politiques fondées sur des données probantes.
- **Manque de ressources :** La Délégation générale des Maliens de l'extérieur (DGME) manque de fonds et de ressources pour développer et mettre en œuvre ses politiques. Par conséquent, les possibilités d'accroître les dépenses des transferts de fonds des Maliens dans les projets de développement sont limitées.
- **Les questions de sécurité :** Le manque de sécurité actuel et l'insurrection dans le nord du pays en particulier ont stimulé un grand nombre de migrations irrégulières et de trafics d'êtres humains qui exigent beaucoup d'attention de la part du ministère des Maliens de l'étranger et de l'intégration africaine.
- **Coût élevé des envois de fonds :** Le coût des transferts de fonds est une contrainte énorme pour la diaspora et un obstacle à l'investissement, en particulier dans le secteur des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui est le principal moteur de la création d'emplois dans le pays.

⁸ Elise Cuny (2018), The EU's New Migration Partnership with Mali : Shifting towards a Risky Security-Migration-Development Nexus, EU Diplomacy Paper, Collège d'Europe, disponible sur : http://aei.pitt.edu/97350/1/edp-1-2018_cuny.pdf

SPOTLIGHT: Pratiques efficaces



Guide pour les Maliens de l'étranger

INFORMATION + PROTECTION

Un guide pour la diaspora malienne a été élaboré en 1998, mis à jour en 2004 et est actuellement en cours de révision afin de l'adapter aux changements institutionnels qui ont eu lieu et au nouveau contexte migratoire.⁹ Il contient des informations sur le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur et les critères du statut de Malien de l'Extérieur. Il énumère les structures disponibles pour l'assistance, la protection et la sécurité sociale des migrants. Sa version actualisée promet également de donner une meilleure information sur les conditions actuelles des transferts de fonds ainsi que sur les possibilités d'investissement et d'emploi au Mali, les formalités de création d'entreprises et le rôle du guichet unique pour les futurs investisseurs de la diaspora.

Mesures d'investissement de la diaspora

Afin de promouvoir les investissements de la diaspora et leur contribution au développement économique du Mali, le gouvernement a pris une série de mesures, notamment

INVESTISSEMENT

- Création d'un "guichet unique" pour fournir des conseils et faciliter l'enregistrement des entreprises, ce qui peut constituer un obstacle aux investissements de la diaspora ; il ne faut plus que 72 heures pour créer une entreprise au Mali. L'enregistrement des entreprises est un obstacle important pour les investisseurs de la diaspora dans de nombreux pays, ce qui contribue fortement à la création d'un environnement favorable aux entrepreneurs ;
- Exonération douanière sur les équipements d'investissement pour les Maliens de la diaspora ;
- Signature d'un accord avec deux banques (ATTIJIARIWAFABANK, BIM et la Banque de développement du Mali, BDM) pour faciliter les transferts de fonds et les investissements de la diaspora, ainsi que pour développer des produits financiers destinés à la diaspora, tels que les comptes d'épargne de la diaspora ;
- Signature de conventions avec certains pays d'accueil pour mieux protéger les Maliens de l'étranger et leurs biens.¹⁰

TOKTEN

CAPITAL HUMAIN

Le programme TOKTEN a été créé au Mali en 1998 pour permettre à la diaspora malienne de contribuer par ses compétences au développement économique et social du pays dans des domaines clés tels que l'éducation, la formation technique et professionnelle dans les domaines de la santé, de l'agriculture et des PME. TOKTEN permet le retour temporaire de la diaspora scientifique et technique dans le but de contribuer à compenser le manque de personnel enseignant qualifié pour améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation tertiaires.¹¹ Le programme relève du Secrétariat général du ministère des Maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine pour sa gestion administrative quotidienne avec le soutien du PNUD et de l'UE.

9 Communication personnelle, DGME décembre 2019

10 <https://www.rabat-process.org/images/RabatProcess/Documents/context-document-malian-diaspora-engagement-thematic-meeting-2016-bamako-diaspora-engagement-rabat-process.pdf> (p10)

11 <https://www.rabat-process.org/images/RabatProcess/Documents/context-document-malian-diaspora-engagement-thematic-meeting-2016-bamako-diaspora-engagement-rabat-process.pdf> (p6-7)

Annexe:

Liste des acteurs

Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO)

Le Mali est membre de l'Union africaine et désigne un point focal de la diaspora pour représenter le Mali dans le cadre des réunions continentales de la Direction des citoyens et de la diaspora de l'Union africaine (CIDO de l'UA). www.au-cido.int



Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Le Mali est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et a mis en place des cadres de coopération avec la CEDEAO et avec des pays comme le Maroc et le Cameroun afin d'assurer la libre circulation des personnes et de supprimer l'obligation de visa. Par l'intermédiaire de la CEDEAO, le Mali coopère avec les parties internationales et établit des accords avec les organismes internationaux pour organiser et faciliter l'émigration et explorer les causes de l'émigration irrégulière.

<https://www.ecowas.int/>

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des Maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine <http://maliens-exterieur.gouv.ml/>

Le ministère conçoit des plans d'action et des politiques pour faciliter et encourager l'émigration légale des Maliens ; protège les Maliens de l'étranger et défend leurs intérêts ; définit et met en place des plans d'action pour assurer et coordonner leur participation au développement local et faciliter leur réintégration socio-économique à leur retour (sous l'égide du Haut Conseil des Maliens de l'étranger) ; met en place, en coopération avec les institutions concernées, un plan de politique nationale pour l'intégration africaine ; favorise les investissements des Maliens de l'étranger ; et crée et finance des centres, des associations et des forums pour étudier la dynamique migratoire au Mali (e.g. CIGEM) et organiser les relations avec la diaspora (via la Délégation générale des Maliens de l'extérieur, voir ci-dessous).¹²

Ministère de l'économie et des finances

Le ministère a mis en place des mécanismes pour réduire les coûts de transfert des fonds et faciliter ainsi l'absorption des flux informels. Il est intéressant de recevoir une assistance technique pour s'assurer que ces mécanismes pourront atteindre les objectifs souhaités.¹³

12 https://unctad.org/en/docs/emditctncd_07_fr.pdf (p5)

13 <https://www.rabat-process.org/images/RabatProcess/Documents/context-document-malian-diaspora-engagement-themat-ic-meeting-2016-bamako-diaspora-engagement-rabat-process.pdf>

- Au niveau sous-ministériel

Délégation générale des Maliens de l'étranger (DGME) <http://maliens-exterieur.gouv.ml/>

Créée le 31 décembre 2015, la DGME est une structure centrale du ministère des Maliens de l'étranger et de l'intégration africaine ayant pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale de migration qui concernent l'administration, l'assistance, la protection et la promotion des Maliens de l'étranger et d'assurer la coordination et le contrôle des missions diplomatiques et consulaires qui contribuent à la mise en œuvre des politiques et initiatives.¹⁴

Le Haut Conseil des Maliens de l'Étranger (HCME) <http://maliens-exterieur.gouv.ml/diaspora/>

Le HCME a été créé en 1991 suite à la demande de la diaspora malienne lors de la Conférence nationale. C'est une institution officielle qui fait le lien entre les autorités publiques maliennes et la diaspora, servant d'instrument d'intégration et de cadre de concertation sur les problèmes rencontrés par la diaspora malienne.

Le HCME abrite un grand nombre d'associations de la diaspora avec soixante-cinq (65) branches externes appelées Conseils de base des Maliens de l'étranger (CBME). Il y a un CBME par pays d'accueil dont le bureau fournit un précieux soutien consultatif aux missions diplomatiques et consulaires dans la gestion de la communauté malienne.

Centre for Migration Management and Information (CIGEM - Centre d'Information et de Gestion des Migrations)

Le CIGEM a été créé en 2008 par un accord entre l'Union européenne, la CEDEAO et le gouvernement du Mali. Ses principaux objectifs sont la définition et la mise en œuvre d'une politique migratoire malienne adaptée aux dynamiques nationales, régionales et internationales en constante évolution, avec un accent particulier sur le lien entre migration et développement. Le CIGEM a soutenu plus de 8 000 visiteurs en leur fournissant des informations, et offre des facilités d'appui aux migrants potentiels et de retour, notamment en ce qui concerne les possibilités d'emploi et de formation au Mali et à l'étranger.¹⁵

Organisations de la diaspora en Europe



Association Amiens/Bamako France

<https://assomaliennes.com/user/associationamiensbamakogmail-com/>

☑ Activités de développement

L'association a pour objectif de soutenir l'alphabetisation des enfants en construisant des écoles à Bamako, au Mali, et d'assurer le suivi de sa gestion et de son programme éducatif.

Association des Ressortissants et Amis de la Commune de Kassama en France

☑ Activités de développement

L'association travaille au développement de projets visant à améliorer les conditions de vie, socio-économiques et culturelles des populations de la commune de Kassama et des autres communes du cercle de Kéniéba.

14 https://unctad.org/en/docs/emditctnkd_07_fr.pdf (p6)

15 <https://gfmd.org/pfp/ppd/1863>

Association de Soutien aux Malades Nephrotiques au Mali (ASMNM) France

<https://assomaliennes.com/user/asmnm75yahoo-fr/>

Activités de développement

L'ASMNM vise à aider les Maliens souffrant de maladies rénales, qu'ils résident en France, au Mali ou ailleurs dans le monde.

Association Lahidou de Kersignané (Kaniaga) France

<https://assomaliennes.com/user/lahidougmail-com/>

Activités de développement

L'association vise à promouvoir la santé, l'éducation, le développement socio-économique et culturel de la ville de Kersignané (Kaniaga) située dans le cercle de Yélimané (région de Kayes).

Conseil des Maliens d'Italie

https://www.facebook.com/pg/Conseil-des-Maliens-d'Italie-CMI-151667941683365/about/?ref=page_internal

Activités de développement

L'organisation fédérale regroupe toutes les associations maliennes en Italie. Elle agit comme un relais entre les immigrants maliens en Italie et le gouvernement malien. Elle soutient la mise en œuvre en Italie de programmes de coopération internationale impliquant le Mali.

La Fédération Euro-Africaine de Solidarité (EFASO) France

<https://www.feaso.org/accueil/qui-sommes-nous/>

Activités de développement

L'EFASO regroupe près de 252 associations, principalement des organisations de migrants opérant en Afrique. Outre son rôle de réseau, l'EFASO accompagne les migrants au quotidien, tout au long de leur processus d'intégration et de création d'entreprise.

Rédigé par : **AFFORD**
Edité par : **EUDiF**
Avril 2020
Mis à jour en octobre 2021



Financé par
l'Union européenne

